

Plan détaillé

1 Introduction

Première partie

Les cadres juridiques de l'activité bancaire

7 Titre 1 - Les structures de la profession bancaire

8 Chapitre 1 - Les établissements de crédit

8 Section 1 - Définition et classifications des établissements de crédit

8 § 1 - Définition

10 § 2 - Distinction

11 § 3 - Classifications

14 Section 2 - Conditions d'accès à la profession bancaire

14 § 1 - Conditions tenant à l'entreprise bancaire

14 § 2 - Conditions de procédure

16 Chapitre 2 - Les organes de contrôle et de coordination

16 Section 1 - Les organes européens

16 § 1 - La Banque centrale européenne

18 § 2 - Les autres organes de contrôle

19 Section 2 - Les organes centraux français

19 § 1 - La Banque de France

21 § 2 - Les institutions consultatives

22 § 3 - Les organes de décision

25 Section 3 - Les organes fédéraux

25 § 1 - L'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement

25 § 2 - Les « organes centraux » des réseaux mutualistes et coopératifs

25 § 3 - Les associations professionnelles

27 Titre 2 - La réglementation de l'activité bancaire

28 Chapitre 1 - La réglementation propre aux banques

28 Section 1 - Le contrôle étatique de la monnaie et du crédit

28 § 1 - Le contrôle quantitatif

29 § 2 - Le contrôle qualitatif

31 Section 2 - La surveillance de la gestion bancaire

31 § 1 - La limitation du domaine d'activité des établissements de crédit

32 § 2 - Les ratios

34 § 3 - Les règles de comptabilité

VI • Droit bancaire

- 34 § 4 - Les mesures de sauvetage en cas de difficulté
- 36 § 5 - Le contrôle interne
- 38 Chapitre 2 - La soumission de l'activité bancaire au droit commun**
- 38 Section 1 - Les contrats bancaires**
- 38 § 1 - La formation des contrats bancaires
- 42 § 2 - Le contenu des contrats bancaires : l'interdiction de l'usure
- 45 Section 2 - La responsabilité bancaire**
- 45 § 1 - La responsabilité civile du banquier
- 48 § 2 - La responsabilité pénale du banquier
- 49 Section 3 - Le secret professionnel du banquier**
- 49 § 1 - L'obligation du banquier au secret professionnel
- 49 § 2 - Les limites du secret professionnel
- 51 Section 4 - Le contrôle de la concurrence entre établissements bancaires**
- 51 § 1 - L'application du droit de l'Union européenne
- 51 § 2 - Le droit français de la concurrence

Deuxième partie

Les mécanismes juridiques des opérations bancaires

- 55 Titre 1 - L'entrée en banque :
dépôts de fonds et comptes en banque**
- 56 Chapitre 1 - Le dépôt de fonds en banque**
- 56 Section 1 - Les règles générales applicables au dépôt de fonds en banque
- 56 § 1 - Nature juridique du contrat
- 56 § 2 - Régime juridique du dépôt bancaire
- 57 Section 2 - Les catégories particulières de dépôts**
- 57 § 1 - Les dépôts à terme
- 58 § 2 - Les comptes sur livret
- 58 § 3 - Les comptes d'épargne
- 58 § 4 - Les dépôts représentés par des titres de créances négociables
- 60 Chapitre 2 - Les comptes en banque**
- 60 Section 1 - Le compte de dépôt**
- 60 § 1 - Caractéristiques
- 61 § 2 - L'ouverture du compte
- 63 § 3 - Le fonctionnement du compte
- 66 § 4 - La clôture du compte
- 68 Section 2 - Le compte courant**
- 68 § 1 - Définition du compte courant
- 68 § 2 - L'indivisibilité du compte courant
- 71 § 3 - La clôture du compte courant

72	Section 3 – La pluralité de titulaires d’un même compte
72	§ 1 – Les procurations
73	§ 2 – Les comptes indivis
73	§ 3 – Les comptes joints
74	Section 4 – La pluralité de comptes d’un même titulaire
74	§ 1 – Le principe
74	§ 2 – La dérogation
74	Section 5 – Titularité du compte et propriété des sommes déposées
77	Titre 2 – Le service de caisse
78	Chapitre préliminaire – Brèves notions relatives à la monnaie
78	Section 1 – Définitions
78	§ 1 – Les formes traditionnelles de la monnaie
79	§ 2 – Les nouvelles formes de « monnaie »
81	Section 2 – Les chambres de compensation
82	Chapitre 1 – Le rôle du banquier dans le paiement des effets de commerce
82	Section 1 – Le rôle du banquier dans l’émission et le paiement des chèques
82	§ 1 – L’émission du chèque
84	§ 2 – La provision du chèque
88	§ 3 – Le paiement par chèque
89	§ 4 – Le paiement du chèque
92	Section 2 – Le rôle du banquier dans l’émission et l’encaissement des autres effets de commerce
92	§ 1 – Le banquier mandataire du porteur
92	§ 2 – Le banquier mandataire du débiteur-tiré
94	Chapitre 2 – Les autres instruments de paiement
95	Section 1 – Le régime général
95	§ 1 – Champ d’application
96	§ 2 – Le déclenchement de l’opération de paiement
97	§ 3 – Les obligations des parties
101	§ 4 – Les paiements contestés
104	Section 2 – Les dispositions spécifiques à chaque instrument de paiement
104	§ 1 – Le virement bancaire et ses dérivés
107	§ 2 – Les cartes de crédit et de paiement
115	Titre 3 – Les opérations de crédit
116	Chapitre 1 – Les règles communes à toutes les opérations de crédit
116	Section 1 – Définition du crédit
116	§ 1 – Définition théorique
116	§ 2 – Définition légale

- 116 **Section 2 – Rémunération du crédit**
- 117 § 1 – Les crédits gratuits
- 117 § 2 – La rémunération du banquier
- 118 **Section 3 – Classifications du crédit**
- 118 § 1 – Classification selon la durée du crédit
- 118 § 2 – Classification selon la destination du crédit
- 119 § 3 – Classification selon les techniques juridiques utilisées
- 120 **Section 4 – Refinancement des crédits**
- 120 § 1 – La mobilisation des crédits
- 121 § 2 – La titrisation des créances
- 124 **Chapitre 2 – Le crédit à court terme**
- 124 **Section 1 – Avances, découverts et ouvertures de crédit**
- 124 § 1 – Définition
- 126 § 2 – Régime juridique
- 127 **Section 2 – L'escompte des effets de commerce**
- 128 § 1 – La convention d'escompte
- 129 § 2 – Le dénouement de l'escompte
- 130 **Section 3 – Les crédits de mobilisation des créances d'exploitation**
- 130 § 1 – Le crédit de mobilisation des créances commerciales (CMCC)
- 131 § 2 – Les bordereaux de cession et de nantissement de créances professionnelles
- 134 § 3 – L'affacturage
- 135 **Section 4 – Le financement des marchés**
- 136 § 1 – L'avance sur marché
- 136 § 2 – L'intervention de BPI France
- 136 § 3 – Le financement des marchés passés par des maîtres de l'ouvrage professionnels
- 137 **Section 5 – Le crédit à la consommation**
- 137 § 1 – Historique
- 138 § 2 – Le champ d'application de la réglementation du crédit à la consommation
- 140 § 3 – Les règles de droit commun du crédit à la consommation
- 144 § 4 – Les règles particulières à certains contrats
- 148 **Section 6 – La mobilisation des crédits à court terme**
- 148 § 1 – Les instruments économiques de la mobilisation
- 149 § 2 – Les instruments juridiques
- 151 § 3 – Les techniques de mobilisation
- 152 **Chapitre 3 – Le crédit à moyen et long terme**
- 152 **Section 1 – Le crédit destiné à l'équipement des entreprises**
- 152 § 1 – Les crédits à moyen terme
- 153 § 2 – Le crédit-bail
- 156 § 3 – Les prêts aidés
- 157 **Section 2 – Les prêts participatifs**
- 157 § 1 – Les distributeurs de prêts participatifs
- 158 § 2 – Le régime juridique des prêts participatifs

159	Section 3 - Le financement participatif
159	§ 1 - Mécanisme du financement participatif
160	§ 2 - Les intermédiaires en financement participatif
160	§ 3 - Régime des prêts consentis dans le cadre du financement participatif
161	Section 4 - Le financement de l'immobilier
161	§ 1 - La réglementation commune à tous les prêts immobiliers
169	§ 2 - Les différentes catégories de prêts immobiliers
173	Chapitre 4 - Les crédits par signature
173	Section 1 - Les engagements cambiaires
173	§ 1 - L'aval
173	§ 2 - L'acceptation
174	Section 2 - Le cautionnement bancaire
174	§ 1 - L'utilisation du cautionnement bancaire
174	§ 2 - Régime juridique du cautionnement bancaire
175	Section 3 - La garantie autonome
175	§ 1 - Définition
176	§ 2 - Nature juridique
176	§ 3 - Régime juridique
178	Chapitre 5 - Le crédit au commerce extérieur
178	Section 1 - Le crédit documentaire
178	§ 1 - Les « documents »
179	§ 2 - Les différentes catégories d'opérations documentaires
180	§ 3 - La mise en œuvre du crédit documentaire
182	Section 2 - Le financement des exportations
182	§ 1 - Le service public de l'assurance-crédit au commerce extérieur
184	§ 2 - Le crédit à l'exportation
186	Chapitre 6 - Les sûretés garantissant le crédit
186	Section 1 - Les sûretés personnelles
186	§ 1 - Le cautionnement
191	§ 2 - Les assurances
192	Section 2 - Les sûretés réelles
192	§ 1 - Les applications bancaires de la propriété-sûreté
193	§ 2 - Les hypothèques et les sûretés immobilières
196	§ 3 - Les gages et nantissements sur meubles corporels et incorporels
198	§ 4 - Le privilège des articles L. 611-11 et L. 622-17 du Code de commerce
199	Section 3 - Les autres garanties
199	§ 1 - Les mécanismes proprement bancaires
200	§ 2 - L'utilisation de mécanismes de droit commun

203	Titre 4 – Les opérations annexes au commerce de banque
204	Chapitre 1 – Les services relatifs aux valeurs mobilières
205	Section 1 – Les services rendus aux sociétés émettrices
205	§ 1 – Le rôle des banques dans la constitution et l'augmentation du capital
205	§ 2 – Les opérations de gestion financière
206	§ 3 – Les services rendus par les banques sur le marché boursier
206	§ 4 – Le rôle des banques dans l'accès des entreprises au marché monétaire
208	Section 2 – Les services rendus aux particuliers
208	§ 1 – La gestion des portefeuilles individuels
211	§ 2 – La gestion collective des valeurs mobilières
214	Chapitre 2 – Les services bancaires en matière de change
214	Section 1 – Les techniques du change
214	§ 1 – Le marché du change
214	§ 2 – Les opérations de change
215	§ 3 – Les opérations au comptant ou à terme
216	Section 2 – Le contrôle des changes
216	§ 1 – Principes de la réglementation
217	§ 2 – Sanctions des irrégularités
219	Chapitre 3 – La location de coffre-fort
219	Section 1 – La nature juridique de la convention
219	Section 2 – Le fonctionnement normal de la location de coffre-fort
219	§ 1 – La conclusion du contrat
219	§ 2 – L'exécution de la convention
220	§ 3 – L'expiration de la location
220	Section 3 – Les incidents
220	§ 1 – La responsabilité du banquier en cas de dommage subi par le contenu du coffre
221	§ 2 – La saisie du contenu des coffres
223	Index alphabétique